

Questions orales

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

LA POSSIBILITÉ DE PRÉSENTATION D'UN BUDGET ET DE SUPPRESSION DE LA TAXE SUR LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Finances s'il a l'intention de présenter bientôt un budget, soit un mini-budget soit un budget de plein droit et, si oui, se propose-t-il de supprimer la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction? Je pense aussi à la taxe de vente du gouvernement fédéral sur tous les vêtements, non seulement sur ceux des enfants.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Je n'ai pas cette intention en ce moment.

* * *

LES GRAINS

PROPOSITION DE LIMOGÉAGE DU MINISTRE RESPONSABLE DU RENVERSEMENT DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Une question supplémentaire, vu l'heure. J'aimerais demander ceci au premier ministre: vu que le cabinet tout entier appuie le renversement du programme de subventions aux grains annoncé par le ministre compétent en juillet, et le fait que ce ministre a aussi mis en œuvre le programme désastreux de réduction des emblavures, le premier ministre nous dirait-il pourquoi il continue de confier cette responsabilité particulière à ce ministre?

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute que la question soit recevable du point de vue de la procédure. A mon avis, la question est irrecevable.

* * *

LES FINANCES

LES TAUX D'INTÉRÊT—L'OMISSION DANS LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le premier ministre. Comme il ne disait rien des taux d'intérêt dans sa déclaration cet après-midi, le très honorable représentant dirait-il à la Chambre si le gouvernement a l'intention de présenter d'ici quelques jours un projet de loi sur ces taux, surtout ceux qui s'appliquent aux hypothèques?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LE LOGEMENT

LE PROGRAMME D'ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ—DEMANDE DE MAJORATION DES CRÉDITS

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Une question supplémentaire au ministre d'État chargé des Affaires

[M. Oberle.]

urbaines. Étant donné que la loi sur l'habitation que nous avons adoptée peu de temps avant les vacances renfermait une proposition visant à faciliter l'accès à la propriété, et comme le montant affecté à cette fin est relativement peu élevé, le ministre pourrait-il augmenter considérablement le montant des fonds affectés à cet aspect du programme d'accession à la propriété, de façon à assurer un plus grand apport monétaire à la construction de demeures destinées aux personnes à revenu moyen?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Le programme d'aide à l'accession à la propriété aiderait ceux qui gagnent entre \$6,000 et \$11,000 par année à acheter des maisons à des taux d'intérêt commençant à 6 p. 100. Le montant de 134 millions de dollars a été affecté à cette fin. Comme la loi n'a été mise à exécution qu'en août, nous n'avons encore dépensé qu'une petite partie de ce montant. Pour l'instant, la question est donc hypothétique.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

LES GRAINS DE PROVENDE—LES INSTANCES DE L'UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES DU QUÉBEC—L'ATTITUDE DU MINISTRE

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Peut-il dire à la Chambre s'il a reçu un télégramme de l'UPA du Québec dans lequel elle exprime son insatisfaction des résultats obtenus à ce jour pour les producteurs agricoles du Québec, à la suite de l'application de la nouvelle politique relative aux grains de provende pour 1973-1974? Dans l'affirmative, quelle fut sa réponse à ce sujet?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Je n'ai pas vu de télégramme provenant de l'organisme mentionné par le député, mais je sais qu'on m'avait demandé de rencontrer ce groupe.

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

DEMANDE DE MOTION DE MISE À L'ÉPREUVE DE LA CONFIANCE À L'ENDROIT DU GOUVERNEMENT

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Une question supplémentaire à l'intention du premier ministre. Étant donné que la déclaration qu'a faite aujourd'hui le très honorable représentant ne répond qu'à seulement deux des quatre conditions posées par le chef du parti néo-démocrate sur sa «liste d'achats» du 21 août—je fais particulièrement allusion à l'échec du gouvernement à satisfaire à l'exigence néo-démocrate relative à la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, et des taux d'intérêt...